Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **34 (1976)**

Heft 2

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Bibliographie

Grands problèmes économiques contemporains [1]

La brièveté étant la règle de la collection, le problème est de sélectionner ce qui importe le plus et de l'exposer en un petit nombre de pages sans rien oublier d'essentiel. Apprécier le livre suppose donc une réflexion sur la table analytique des matières.

Elle comporte une première partie, générale, couvrant l'évolution du système capitaliste et de son rival, plus détaillée depuis 1945. La deuxième partie distingue quatre problèmes spécifiquement contemporains. La troisième partie pose un problème à la fois plus général et d'actualité : l'homme et l'environnement (urbanisation, pollution, conditions de travail). Ce plan est intéressant et justifié par l'intention d'insister sur les problèmes d'aujourd'hui. Mais « contemporain » est difficile à cerner. D'après un titre de la page 33, il désigne les années 1970-1973 (l'étude de G. Chambon s'arrête à 1974), mais le sous-titre énonce les années 1960-1970. La première partie, malgré le mot « contemporain », remonte aux débuts du système capitaliste. Il n'est guère possible, en effet, d'analyser le capitalisme contemporain sans s'entendre sur ce qu'est le capitalisme en général. Tout découpage chronologique est arbitraire, donc n'a qu'un intérêt « opératoire ». Les dates de 1960 et 1970 sont-elles les meilleures ? Il est difficile de fixer des charnières lorsque la guerre ou la crise ne s'en chargent pas.

Le choix des problèmes spécifiquement contemporains est bon : explosion démographique, crise de l'énergie, communauté européenne, dérèglement du système monétaire international. Deux réserves cependant. Le troisième problème est énoncé étroitement (Communauté économique européenne remise en cause), alors qu'aucun chapitre précédent n'est consacré au Marché commun.

Le regroupement régional est un grand problème contemporain. Le CAEM est traité suffisamment mais l'auteur ne signale pas les regroupements dans le tiers monde (bloc andin, etc.). Cela rejoint une lacune que les servitudes de l'édition peuvent seulement expliquer. Presque rien n'est dit sur le tiers monde, y compris les rapports économiques entre pays développés et sous-développés. Les accords de Yaoundé ne sont pas cités. C'est dû à ce qu'un autre Mémento s'en occupe [2].

---

[1] Chambon Guy : « Grands problèmes économiques contemporains », Paris, Dalloz, 1974 ; Mémento Dalloz, 156 p.

[2] Penouil M. : L'économie du développement. Compte rendu dans la « Revue économique et sociale », 1976, n° 1.

L'autre réserve concerne l'inflation. Ce grand problème contemporain est traité en sous-titre du dérèglement du système monétaire international, bien qu'il soit, par son origine et sa nature, plus vaste que les institutions de Bretton-Woods et leurs conséquences.

On se demande aussi s'il fallait distinguer une deuxième et une troisième partie, en considérant que ni l'urbanisation, ni la pollution, ni les conditions de travail ne concernent les toutes dernières années seules, et mériteraient d'être étudiées aussi longuement que la crise de l'énergie ou la remise en cause de la Communauté économique européenne.

Ces réserves concernent la pondération des questions retenues. Mais j'adhère pleinement à la façon de les traiter. L'analyse des principales économies contemporaines : américaine, japonaise, soviétique, en plus de la française, est à la fois fine et précise. Les renseignements chiffrés abondent sans alourdir le texte. Certains chapitres sont des chefs-d'œuvre, en particulier le chapitre II de la deuxième partie. L'origine, l'évolution, les effets de la crise de l'énergie sont exposés de main de maître. Le lecteur apprend facilement quoi penser de questions difficiles comme l'autogestion (p. 28) ou les nouvelles conditions de la demande (p. 12). Je suis moins satisfait de la définition du système économique comme un aménagement du pouvoir économique, ce qui me paraît étroitement politique. Je regrette aussi quelques télescopages dus à une écriture trop rapide (p. 48, à quelques lignes d'intervalle : la production agricole reste freinée... la récolte céréalière sera un record) et je me demande pourquoi ce Mémento n'inclut aucune bibliographie, bien qu'un certain nombre d'auteurs soient cités. Pour le reste, l'ouvrage atteint parfaitement son objectif : fournir aux étudiants et aux praticiens des références précises sur l'économie contemporaine.

JEAN VALARCHÉ

Histoire des faits économiques jusqu'à la fin du XVIIIe siècle [1]

Les économistes qui font de l'histoire ont tendance à systématiser, et à privilégier ce qui est pour eux le principal : les prix, la monnaie, la conjoncture. Cela donne à leur exposé une unité et une clarté louables, tant qu'ils n'écornent pas la réalité pour leur démonstration. Le manuel de Richardot refondu par Schnapper évite généralement ce danger.

Les auteurs connaissent aussi bien le droit des sociétés ou l'agronomie que la technique du change et les institutions politiques. Ils se réfèrent aux historiens « professionnels » de toute tendance, les classiques comme Mantoux, les contemporains comme Braudel et signalent les controverses avec les arguments des uns et des autres. Certaines analyses dépassent singulièrement le niveau des manuels : par exemple l'opposition de la « villa » et du « latifondium » ou les méthodes du grand commerce au XVIe siècle. De même le passage de l'économie étatique du Bas-Empire romain à l'économie domaniale offre un remarquable exemple de la pénétration d'un système économique par un autre (introduction du colonat, du « patronat », etc.).

[1] Schnapper B. et Richardot H : « Histoire des faits économiques jusqu'à la fin du XVIIIe siècle ». Troisième édition, Précis Dalloz. Paris, Dalloz, 1971, 1 vol. de 437 p.

Dans la masse de la documentation, quelques bavures gênent un peu. Les historiens ne pensent généralement pas que la population de la Gaule romaine était « très faible » (p. 111). Si l'Ordre de Citeaux cherchait la solitude (p. 131), comment a-t-il pu répandre l'assolement triennal (p. 134) ? On doutera que la rente foncière fût « l'un des moteurs de l'économie » (p. 181) puisque « toutes les liquidités servent à vivre noblement... les seigneurs ne se reconvertissent pas en industriels » (p. 187). Faut-il insister sur « l'émiettement féodal », « le morcellement féodal », alors qu'il n'y avait pas d'Etat unitaire antérieurement ? Il semble que les communautés d'artisans apparurent en Europe à la fin du Xe siècle, et non pas au milieu du XIIe (p. 145).

La description du Moyen Age paraît trop pessimiste. Ainsi le déplacement des compagnons d'une ville à une autre est expliqué par la nécessité de chercher l'embauche, c'est pour les auteurs, l'origine de la pratique du « Tour de France » (p. 170). On admet pourtant d'habitude que le voyage fait partie de la formation professionnelle : les ordonnances royales l'indiquent expressément.

La partie du manuel consacrée aux « Temps modernes » (1453-1789) fait la moitié de l'ouvrage, et est à la fois plus détaillée et plus « engagée » que les deux parties précédentes. Une formule péremptoire mérite réflexion : « Villes, hautes sociétés, Etats sont, par rapport à la paysannerie, des organes parasitaires » (p. 179). Il est précisé plus loin (p. 230) que le poids des superstructures ruine, ou non, le pays selon l'évolution de la production agricole. Les arguments ne manquent pas à B. Schnapper. Les méthodes de l'administration française sous l'Ancien Régime sont aberrantes. Les gros propriétaires résident en ville. Les fabrications rurales l'emportent sur l'industrie urbaine à partir du XVIe siècle. Pourtant le jugement paraît excessif. L'auteur énumère sur les exemples de Meaux et de Melun (p. 204) les institutions urbaines : prévôté, maréchaussée, élection, grenier à sel, autrement dit la justice, la police, l'administration, l'entrepôt. Turgot admettait bien la priorité du cultivateur sur les autres travailleurs, mais sur une base purement physiologique. Que la majeure partie des fabrications se fasse à la campagne n'est pas étonnant puisque les villes ne renferment que 10 % de la population du pays, mais est-ce la partie stratégique, alors que les « draps fins » se font en ville (p. 200) ? La distinction de trois superstructures (ville, Etat, haute société) peut étonner, car dans une large mesure elles correspondent à une seule et même réalité. L'Etat, ce sont les banquiers, financiers, officiers multiples qui font partie de la haute société et résident en ville. Il est enfin étrange de classer les villes dans les superstructures alors que l'équipement commercial et industriel (greniers, ports, magasins, manufactures) fait évidemment partie des forces productives nationales.

La thèse est d'importance capitale puisque les auteurs expliquent la Révolution française par l'opposition entre les facteurs de production et les superstructures, ce qui les amène à conclure que la Révolution, en déblayant le terrain, a permis à la France d'imiter l'Angleterre (p. 376). Là encore, l'examen des faits incline à une conclusion plus nuancée. Les progrès industriel et commercial français étaient très vifs à la veille de la Révolution ; le manuel l'indique, p. 332, p. 372... La Révolution a très vite provoqué la guerre étrangère qui a fait perdre à la France ses marchés extérieurs et les transferts technologiques qui auraient soutenu son essor industriel.

Sans doute la Révolution et l'Empire ont fait de la France un Etat moderne et

donné aux bourgeois plus de pouvoir économique. Il reste que l'écart entre les économies anglaise et française s'est agrandi entre 1789 et 1815 : il faudra un siècle et demi pour qu'il soit comblé !

Ne peut-on admettre plutôt que la Révolution a exalté le goût du Français pour la petite propriété et retardé par conséquent l'installation du capitalisme conquérant, à l'anglaise, que préconisaient les physiocrates ?

Bien sûr, B. Schnapper sait que l'histoire n'est pas simple. Il explique la Révolution de 1789 par des événements proches, quasi occasionnels, aussi bien que par la révolte des forces productives contre les superstructures. L'ampleur de la documentation, comme la finesse de l'analyse lui ont finalement évité de tomber dans l'arbitraire.

JEAN VALARCHÉ

Le capital et son double [1]

Huitième et dernier en date de la collection « Economie en liberté » dirigée précisément par l'auteur et par son collègue le professeur Jacques Attali, cet ouvrage marque d'ores et déjà un sommet qu'il ne sera guère possible de dépasser. On n'imagine pas, en effet, comment on pourrait concevoir d'aller plus loin dans la critique radicale de notre civilisation.

L'économiste sera peut-être déçu car il n'y trouvera rien. L'ultra-gauchisme, négation de l'économie, ne peut évidemment s'insérer dans le cadre d'un système économique quelconque. Il est donc assez curieux qu'un tel ouvrage soit pensé par un professeur d'économie politique à l'Université de Paris IX et publié dans une collection qui est censée regrouper des études d'économie.

Le refus intégral a son vocabulaire, son style et sa logique. Le lecteur soucieux de laisser loin derrière lui toutes les critiques jusqu'ici adressées à la société sera comblé. En suivant Marc Guillaume, il ne risque plus, même à notre époque, de se sentir jamais dépassé. Il y a un absolu dans la négation et c'est à ce terme qu'aboutit la réflexion de notre auteur. Tentons de résumer ici l'articulation de sa pensée.

Notre système économique est représenté par un mot, le capital. C'est le premier clown qui apparaît sur la scène de la vie sociale, qui n'est donc qu'un cirque. Mais il en est un second : « Le clown imitateur et lucide c'est l'Etat. » C'est lui que le titre de l'ouvrage nous présente comme étant le double du capital.

Une telle vision des choses est en rupture avec la pensée des économistes marxistes, et avec celle des disciples de Marx en général. M. Guillaume en est conscient et nous le dit. Il ne s'attaque cependant pas à Marx lui-même, ou plutôt il a une conception propre de la philosophie de Marx qui lui permet de s'annexer le Maître. En revanche, il est aussi sévère à l'égard des émules de celui-ci qu'il se montre critique à l'endroit des bourgeois. Pourquoi ? Parce que dans les deux cas, la conception fondamentale de l'Etat est fausse.

---

[1] Marc Guillaume : « Le capital et son double » ; Presses universitaires de France ; Paris 1975, 172 p.

Pour les marxistes contemporains, et même depuis Engels et Lénine qui sont à l'origine de cette vision erronée des choses, la machinerie de l'Etat bourgeois est au service du capital pour assurer sa domination sur la classe ouvrière. La réalité est très différente. Il n'y a pas prééminence de la domination économique sur la domination étatique. Certes, les deux rouages fonctionnent ensemble et sont inextricablement liés. Ils ne bénéficient pas moins l'un et l'autre d'une autonomie assez réelle, pour que la suppression de l'un ne provoque pas automatiquement la fin de l'autre.

L'aliénation de l'individu est l'œuvre de l'Etat autant que de l'économie. La racine de cette aliénation n'est pas, d'ailleurs, dans le produit marchand, contrairement à ce qu'affirment les économistes et les sociologues marxistes. Elle est dans la fabrication du sujet social lui-même, « produit par les organisations publiques et privées de façon telle qu'il ne peut que demander les produits de ces organisations ». Par exemple, « le système d'enseignement peut d'une certaine façon se développer indéfiniment, car il est toujours possible de faire une surenchère de diplômes. Ce faisant, il poursuit des objectifs qui ne sont pas ceux du système productif, ce qui atteste son autonomie relative par rapport à ce système » (p. 132). Il est donc superflu de détruire le capital si, simultanément, l'appareil de l'Etat n'est pas anéanti. Les organisations étatiques s'enferment en effet dans la logique de leur développement propre et s'auto-entretiennent.

Faut-il passer à un système généralisé d'autogestion ? Malgré certains avantages marginaux, il ne pourrait s'agir là d'une réforme en profondeur, pense l'auteur. Simplement, la loi capitaliste se soumettra les travailleurs dont le sort, lié à celui de leur entreprise, demeurera fonction des débouchés. Les autogestionnaires travailleront pour eux. « On ne voit pas ce qui pourrait les amener à tenir compte des utilités sociales généralisées de ce qu'ils produisent » (p. 159).

Notre système tend à satisfaire toujours davantage les besoins humains. A cela se juge son efficacité. Une telle ambition est cependant dépourvue de sens, « puisque le désir humain fera aussitôt renaître d'autres besoins qui accroîtront la dépendance à l'égard des instances qui les satisfont ». En somme, ce que l'auteur ne dit pas expressément mais ce qui découle de sa démarche et vient immédiatement à l'esprit du lecteur, est qu'il est absurde d'empêcher des gens d'avoir faim, puisque le désir de manger, aussitôt satisfait, fera place à d'autres besoins. La rareté fonde la valeur, nous rappelle M. Guillaume. La valeur est l'essence même du régime industriel. Donc, notre société s'ingénie, paradoxalement, à produire la rareté, à fabriquer les besoins. C'est le propre de toute organisation.

L'auteur affirme son intention de se livrer à une critique constructive. Sur ce point précis, logique avec lui-même, il nous laisse effectivement sur notre faim. De la première à la dernière page, l'ouvrage nous invite à la destruction. Il faut détruire le capital et l'Etat, sources d'aliénation d'un sujet social plongé dans un mode d'existence et un système de significations qu'il n'a pas choisi et qu'il ne contrôle pas. Il faut détruire le discours, outil de l'aliénation. Il faut détruire nos institutions qui engendrent une inégalité qui se situe bien davantage et de plus en plus dans le *savoir* et le *pouvoir* que dans le *revenu*. Il faut détruire toute forme de hiérarchie, remettre en cause la division du travail, la répartition du travail manuel et du travail intellectuel, réduire la pénibilité du travail et, bien entendu, sa durée. Il faut dissoudre l'auto-

rité. Il faut déboucher sur une société plus complexe, pluraliste, contradictoire, suscitant des conflits, jamais achevée, par nature jamais achevable. A ces multiples condamnations et à ces quelques mots auxquels chacun peut prêter le sens qu'il voudra se limite l'aspect dit constructif de cet ouvrage.

Il y a certainement, dans cette démarche, des réminiscences de Charles Fourier. Nous pensons cependant qu'aussi longtemps que l'auteur ne nous aura pas dit comment des êtres humains peuvent cohabiter sans créer des structures, des symboles, une hiérarchie fondée sur le savoir, le pouvoir ou le revenu, et sans aspirer à la sécurité ni au bien-être matériel, son essai se réduira aux dimensions d'un jeu de l'esprit. Une telle réflexion, utopique, plaisir intellectuel sans prise aucune sur le réel, ne coûte pas un très grand effort et n'assume surtout aucune responsabilité.

FRANÇOIS SCHALLER

Cahiers d'économie politique 2 [1]

Le volume se compose de douze études rédigées, à l'exception de la dernière, par des enseignants des Universités de Picardie (Amiens), de Caen, de Nice, de Paris X et de Paris XIII. Quant à la douzième, introduite par Piero Sraffa, elle est de la plume de... David Ricardo, ni plus ni moins.

Au début, M. Ghislain Delaplace (Amiens) se livre à une analyse sectorielle des biens à double destination et de la polarisation des taux de profit. Sa recherche aboutit à une critique du cadre d'analyse théorique généralement admis jusqu'ici. Pour lui, la tendance à l'uniformité des taux de profit est un dogme qui ne s'est jamais vérifié dans la réalité. Plutôt que de l'abandonner, on a préféré poursuivre les investigations dans le cadre même du dogme : l'uniformité du taux de profit découlant de la concurrence, c'est donc que la concurrence s'est altérée si cette uniformité ne se vérifie plus. D'ailleurs, le taux de profit est fonction du capital, ce qui suppose que ce dernier peut être mesuré. Or, on sait (depuis J. Robinson et P. Sraffa) que tel n'est pas le cas. La valeur d'un capital est elle-même fonction des prix, du profit et de la répartition. Les conclusions de l'analyse traditionnelle sont donc ici prises en défaut. M. Delaplace propose alors sa propre théorie de la polarisation du taux de profit sur la base des statistiques de la comptabilité nationale française.

M. Olivier Weinstein (Amiens) traite un sujet très voisin : « Egalisation des taux de profit et mobilité du capital. » Sa recherche ne prend pas moins une direction différente de la précédente. Il ne met pas en doute la tendance des capitaux, en toute économie libre, à s'orienter vers les zones de profits élevés. Il considère même que c'est là un aspect essentiel du fonctionnement des économies capitalistes. Toutefois, il conteste le fait qu'une telle mobilité conduise, même à long terme, à une égalisation effective des taux de profit. Mieux encore, l'auteur se demande, dans le cadre de son étude dont il souligne lui-même le caractère très partiel, si l'égalisation des taux de

[1] UER d'Economie et de Gestion, Université de Picardie : « Cahiers d'économie politique 2 » ; Presses Universitaires de France ; Paris 1975 ; 264 p.

profit ne serait pas de nature à perturber considérablement la croissance. Il existe des forces qui doivent manifestement, écrit-il, pousser dans une économie en croissance non uniforme à une différenciation durable des taux de profit.

Dans une note très brève, M. Jean Cartelier (Nice) formule des « Remarques complémentaires sur la différenciation des taux de profit ». Il s'en prend à des réflexions antérieures de G. Delaplace sur le sujet. Il vole au secours de Marx, qu'il croit à juste titre menacé aussi bien que l'économie traditionnelle par la critique de la théorie de la tendance à l'égalisation des taux de profit. Selon lui, ce qui est essentiel chez Marx, c'est le taux de plus-value, la question de sa tendance à son uniformisation n'étant posée qu'ensuite. Cela signifie que l'attaque dirigée contre la pensée classique épargnerait, en bonne partie du moins, la construction marxiste. M. Cartelier aura beaucoup de mal à convaincre ceux qui connaissent un peu la théorie économique de Marx, et le soin apporté par ce dernier à expliquer comment s'opère, en régime capitaliste, la péréquation des différentes plus-values de manière à assurer la tendance à l'uniformité de leur taux.

Très intéressante est l'étude de M. Alain Caillé (Caen) sur le travail improductif « comme écart du capital à soi-même ». L'auteur s'efforce de comprendre la différence établie par Marx entre le travail productif et le travail improductif. Ce n'est pas aussi simple qu'il le paraît de prime abord. Le fait de travailler la matière n'est pas déterminant. La nature du travail accompli ne l'est pas davantage. Est productif tout travail payé par le capital en vue de produire du capital, à condition encore que la production soit offerte sur le marché. Est improductive toute activité payée par le revenu, ou dont le fruit ne débouche pas sur le marché. Ainsi un comptable engagé par l'entreprise serait productif ; s'il est au service du capitaliste pour gérer sa fortune, il est improductif. Ce n'est cependant pas l'opinion de Marx qui considère, dans le premier cas, que le comptable est improductif parce qu'externe à la sphère de la production, mais Marx convient néanmoins qu'il est indispensable au capital. Comment un travail peut-il être à la fois nécessaire et improductif ? M. Caillé souligne le dogmatisme métaphysique dont fait preuve le marxisme institutionnel.

C'est le même sujet que traite M. Dominique Welcomme (Amiens) au cours de ses « Quelques réflexions sur le travail productif à partir de l'ouvrage de A. Berthoud ». Cette étude complète et renforce les thèses soutenues par M. Caillé. Les conclusions ne sont guère différentes.

Avec Mme Marie-Thérèse Boyer (Amiens) nous sommes toujours dans la théorie marxiste : « Salaire réel, part relative des salaires et paupérisation. » Oui ou non, faut-il admettre la thèse de la paupérisation croissante, ou celle de la constance de la part des salaires ? Il devrait être possible de trancher la question sur la base d'une recherche statistique de longue période. Tel n'est cependant pas le cas, compte tenu du sens très particulier que Marx et ses disciples prêtent à la paupérisation. Du moment que Marx écrit dans *Le Capital* : « Quel que soit le taux des salaires, *haut ou bas,* la condition des travailleurs *doit* empirer à mesure que le capital s'accumule », la recherche statistique perd toute signification. Nul ne conteste que le capital s'est accumulé : donc la paupérisation s'est accrue, même si le revenu réel de chacun a centuplé. On prête aux mots une signification qu'ils n'ont pas dans le langage courant pour éviter toute analyse critique, puis on leur restitue leur sens commun pour en

faire des armes contre le régime de production. Le procédé est facile, mais intellectuellement non satisfaisant. Ce n'est pas la conclusion de Mme Boyer, évidemment, qui préfère défendre la thèse marxiste en déclarant : « L'économie n'est pas obligatoirement du domaine du mesurable. »

M. Jacques Léonard (Amiens) nous entretient de l'investissement et des modèles de prévision. Au-delà d'un grand effort d'analyse perce un certain scepticisme. Les modèles de politique économique peuvent-ils être efficaces face à des conjonctures dont l'interprétation et l'explication demeurent largement controversées ? La notion même de modèle, et donc de déterminisme, fait problème aux yeux de l'auteur, indépendamment des choix auxquels il importe préalablement de se livrer entre les oppositions théoriques et doctrinales que soulèvent les différentes écoles. Lorsque le modèle révèle que l'investissement doit s'opérer de préférence sur la base de l'autofinancement, puis par l'emprunt, enfin par l'émission d'actions, on ne s'écarte guère des enseignements de gestion financière. Tout entrepreneur est conscient de la chose.

« La problématique de l'intégrabilité dans les théories de l'utilité et de la préférence révélée », tel est le sujet choisi par M. François Kucab (Amiens). C'est l'éternel problème de l'utilité comme concept psychologique qu'on ne peut écarter sans se priver de la possibilité d'explication de l'attitude du sujet économique. Seule l'observation de la réalité devrait inspirer le choix de la théorie en matière de comportement du consommateur.

M. Jean-Louis Vincq (Amiens) étudie le « Rôle du marché et le développement familial des exploitations agricoles ». Ici, les mots recouvrent leur sens commun. Se fondant sur un appareil statistique solide, l'auteur repousse le schéma marxiste de développement de l'agriculture. Les paysans ne se prolétarisent nullement. En voulant à tout prix privilégier le rôle du marché, les disciples de Marx font preuve d'un dogmatisme aveugle, conclut notre auteur. M. Gérard Grellet (Paris XIII) se prononce « Pour une reformulation de la demande effective ». Ce principe sur lequel s'ouvre la Théorie générale de Keynes a été négligé par l'analyse moderne qui (selon M. Grellet) n'a jamais véritablement étudié la théorie de Keynes. Preuve en est que les modèles dits keynésiens font abstraction du temps. Il reste à découvrir Keynes. Soit, mais il y faudra plus que les douze pages que consacre M. Grellet à cette redécouverte.

Analyser l'interprétation que Marx fournit de Smith, tel est l'un des objectifs de M. Carlo Benetti (Paris X) dans « Travail commandé, surproduit et plus-value ». L'auteur (avec d'autres) se propose dans une publication future de débarrasser le marxisme de la grande place prise par l'économie politique dans cette doctrine. Il faut évacuer l'économisme du marxisme afin de supprimer l'un des principaux obstacles à son développement. Y aurait-il donc une certaine sclérose, de ce côté-là ?

Le livre se termine avec la première traduction française, et une introduction de Piero Sraffa, de textes rédigés par Ricardo quelques semaines avant sa mort. Dans « Valeur absolue et valeur d'échange » (première version suivie d'une deuxième version inachevée), David Ricardo développe l'idée — qui n'existait que sous une forme allusive dans les écrits antérieurs — selon laquelle une valeur réelle ou absolue sous-tend et contraste avec la valeur d'échange ou valeur relative. On assiste alors aux efforts persévérants, consciencieux, mais aussi pénibles au point d'être douloureux,

accomplis par cet éminent esprit pour tenter de découvrir quelque marchandise que ce soit qui puisse constituer une mesure parfaite de la valeur. Tentative vouée à l'échec et Ricardo en convient finalement lui-même. Il n'interrompt cependant pas cette recherche à laquelle seule sa mort mettra fin. L'intérêt d'un tel document pour une meilleure compréhension de Ricardo est incontestable.

FRANÇOIS SCHALLER

La concentration capitaliste [1]

Pensé et rédigé il y a plus de dix ans déjà, cet ouvrage ne présente pas moins aujourd'hui encore un double intérêt. D'abord, il décrit de manière très complète et minutieuse le phénomène de concentration industrielle, commerciale et financière dans la France de l'après-guerre. On pouvait difficilement imaginer un inventaire plus détaillé de tous les regroupements, apparentements, fusions et concentrations opérés au sein de l'économie française au cours des vingt années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Le tableau est saisissant. C'est bien, d'ailleurs, ce que l'auteur voulait qu'il soit.

Ensuite, ce livre procure à l'esprit du lecteur la satisfaction toujours renouvelée que seules les œuvres classiques nous réservent. Il s'agit en effet d'une étude inspirée du marxisme le plus orthodoxe. Rien n'y manque, y compris le déterminisme rigoureux, fruit « des grandes lois qui gouvernent l'économie capitaliste ». On nous confirme ainsi « qu'aucune possibilité n'est laissée aux faibles d'être épargnés par les puissants ; aucune n'est laissée aux puissants d'épargner les faibles ».

A une époque, la nôtre, où tout est toujours remis en question, où aucune prévision économique à long terme ne s'est vérifiée, ou rien ou presque de ce qui s'est produit n'a été prévu, avouerons-nous qu'il est en un sens reposant de s'évader en s'absorbant dans la lecture de l'orthodoxie marxiste ? Depuis plus d'un siècle, ici, rien n'a changé. Le monde et son économie se sont transformés très profondément, mais le message de Marx est immuable. Sa parole demeure, égale à elle-même, description d'une économie intemporelle car désincarnée, sans souci d'aucune concordance avec aucune réalité. C'est ainsi qu'en 1965, c'est-à-dire en plein dans une conjoncture extraordinaire de croissance et de prospérité, conjoncture qui allait se prolonger près de dix ans encore, M. Henri Claude annonce froidement l'aggravation de la crise générale du capitalisme. Une telle aggravation est dénoncée dans les mêmes termes depuis 1848, alors que le capitalisme n'a cessé de changer de visage.

On trouvera dans cet ouvrage une très claire définition du *capitalisme monopoliste d'Etat*. Il s'agit de la troisième phase dans le développement du capitalisme. Celui-ci est d'abord fondé sur la concurrence que se livrent un grand nombre de petites unités de production. On débouche ensuite sur le capitalisme des monopoles. Très différent est le capitalisme monopoliste d'Etat qui se caractérise essentiellement de deux manières.

---

[1] Henri Claude : « La concentration capitaliste » ; Editions Sociales, Paris 1965 ; 304 p.

En premier lieu, la concentration du pouvoir politique se développe parallèlement à celle du pouvoir économique. Ces deux pouvoirs, loin de demeurer distincts, se confondent au contraire et ne forment bientôt plus en fait qu'un seul organisme sous la domination du capital (thèse classique à laquelle s'oppose aujourd'hui M. Guillaume). Les dirigeants passent alors constamment et sans difficultés d'une forme de commandement (économique) à l'autre (politique) et vice versa.

Ensuite, l'Etat assure le financement d'une fraction grandissante des investissements indispensables à l'industrie moderne. Les fonds nécessaires sont procurés naturellement par l'impôt. Il faut entendre par là que la masse des prolétaires font tous les frais de l'opération. Le capitalisme monopoliste d'Etat inaugure donc une nouvelle forme d'exploitation, qui s'ajoute aux autres. Cette pratique est rendue inévitable, car elle n'est que la conséquence de la grande loi marxiste de la baisse tendancielle du taux de profit.

« Dans les secteurs de pointe de l'économie, l'ampleur des capitaux est telle et les dimensions du marché sont si restreintes que toute rentabilité du capital est exclue » (p. 44). Le profit tendant à devenir négatif, le système capitaliste, fondé exclusivement sur le profit, est menacé. Il ne peut être sauvé que si l'Etat intervient pour forcer le prolétariat à financer gratuitement et à fonds perdus une grande partie des investissements. C'est le rôle nouveau de l'impôt. Alors, la part de plus en plus faible des capitaux avancés par le secteur privé peut s'approprier la plus-value totale, et le système repart de plus belle. C'est le capitalisme monopoliste d'Etat. L'exemple nous est donné du financement de la construction de l'usine sidérurgique de Dunkerque par Usinor.

Intéressante aussi est la distinction à laquelle se livre l'auteur entre les *actionnaires de jouissance* et les *actionnaires de contrôle*. Les premiers aspirent au dividende le plus élevé possible et n'ont aucun pouvoir au sein de l'entreprise. Les seconds tirent des revenus fabuleux non des coupons de leurs titres, mais de la gestion de multiples sociétés imbriquées les unes dans les autres. La distinction entre les deux groupes n'est certes pas nouvelle, mais l'auteur en tire un large parti dans l'optique de l'analyse marxiste. Seuls, les actionnaires de contrôle constituent le principal agent du phénomène de concentration croissante. Ils sont le moteur d'une évolution en même temps que les principaux bénéficiaires.

Autre distinction, celle qu'établit Henri Claude entre les *entreprises filiales* et les *entreprises vassales*. Les premières sont tombées sous le contrôle financier du groupe. Celui-ci s'est intéressé financièrement à elles, généralement en acquérant une participation variable à leur capital. Les filiales ont ainsi perdu leur indépendance. Elles sont en partie propriété du groupe dominant. En revanche, les entreprises vassales ont conservé en apparence toute leur indépendance financière et de gestion. Souvent licenciées d'une firme du groupe, contrôlées en fait par le marché, limitées à la sous-traitance, les firmes vassales ne survivent que par la grâce du complexe dominant. Ainsi s'élargit considérablement et sans mises de fonds le territoire d'exploitation des grands empires économiques constitués par les groupes du capital financier.

Le marxisme a sa logique interne. Après avoir décrit l'abomination de la concentration au long de 276 pages, l'auteur ne manque pas de rappeler que, « objective-

ment », sur le plan strictement économique, « la concentration industrielle répond incontestablement au développement des forces productives ». En URSS, la concentration n'est pas moins poussée qu'en Occident. La différence, nous dit H. Claude, est qu'ici elle profite à la grande bourgeoisie, alors que là elle est au service du peuple. On se risquera tout de même à observer qu'il se pourrait peut-être qu'il y ait encore une autre différence, à savoir qu'ici la concentration industrielle est efficace, alors que là elle ne l'est guère. Mais cela est une autre histoire et pas conforme du tout, elle, à l'orthodoxie marxiste.

FRANÇOIS SCHALLER